

INTERVIEW ACCORDÉE PAR M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING À FR3 AUVERGNE APRÈS LES INONDATIONS EN HAUTE-LOIRE, À L'OCCASION DE SON VOYAGE À CHAMALIÈRES, JEUDI 2 OCTOBRE 1980

2 OCTOBER 1980 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

QUESTION.- En Auvergne, dans le département de la Haute-Loire, beaucoup de gens sont inquiets à l'issue du drame que toute la population a subi en raison des crues catastrophiques de ces jours derniers. Ces habitants se demandent si le Gouvernement pense véritablement à eux, ils se demandent surtout si le Président de la République, qui est aussi un auvergnat, ne les oublie pas ?

- LE PRESIDENT.- Non, ils ne se le demandent pas, c'est vous qui me le demandez. Ils savent parfaitement que le Gouvernement pense à eux, car les deux derniers Conseils des ministres se sont penchés sur leur situation. Ils savent que le Président de la République ne les oublie pas. Cette catastrophe du 21 septembre `1980` date` dernier a bien durement éprouvé directement ou indirectement plusieurs milliers de personnes, principalement dans le département de la Haute-Loire mais aussi dans certaines zones des départements limitrophes.

- Je tiens à dire à nos compatriotes de la Haute-Loire qu'ils peuvent compter sur la solidarité active des Français, la solidarité nationale. Cette solidarité ne leur sera pas ménagée pour leur permettre d'abord de poursuivre leur activité et ensuite de reconstituer les biens et notamment les moyens de production qui ont été souvent abîmés ou détruits. Le Conseil des ministres, à ma demande et aussitôt après la catastrophe `inondations`, s'est saisi de ce dossier. Une première évaluation a été faite et des secours d'urgence ont été envoyés sur place. D'ailleurs, ce matin, parmi le 92ème régiment d'infanterie qui me rendait les honneurs, il y a une compagnie qui est actuellement en Haute-Loire. D'autre part, le dernier Conseil des ministres, hier, s'est préoccupé de la situation économique des entreprises puisque des dizaines d'entreprises, les unes importantes, les autres petites et moyennes, ont interrompu leurs activités. Certaines sont menacées de grandes difficultés financières et toutes ont à reconstituer leur potentiel économique.

- Deux décisions ont été prises et annoncées, la première c'est que des avances seront mises à la disposition de toutes ces entreprises et le coût de ces avances sera entièrement financé par l'Etat. C'est-à-dire que la totalité des intérêts et des charges financières sera supportée par l'Etat. Ce sont donc des avances qui ne coûteront rien aux entreprises. Ensuite, nous avons dégagé des ressources importantes pour la reconstitution des moyens de production. Là, il faut regarder l'évaluation cas par cas et rapidement. J'ai demandé au ministre de l'Economie, M. MONORY, d'envoyer un fonctionnaire spécialisé qui viendra travailler avec les autorités locales pour une mise en place rapide et dynamique de ces ressources financières. Les crédits budgétaires nécessaires figureront dans ce que l'on appelle le collectif de fin d'année et ouvertes sur la procédure budgétaire régulière.

- Je veux dire aux compatriotes de la Haute-Loire qu'il s'agit d'abord d'un témoignage de solidarité humaine de la part de l'ensemble de la communauté nationale et en même temps que des mesures concrètes ont été prises et vont être très rapidement mises en oeuvre. Pour qu'il n'y ait pas de cessations d'activités d'entreprises et que, ensuite, ces entreprises puissent reconstituer leur potentiel de production et d'emploi.\

QUESTION.- Monsieur le Président de la République, au mois de novembre l'année dernière, vous étiez dans ce lycée de Chamalières en compagnie d'un certain nombre de représentants des catégories socio-professionnelles, politiques et jeunes essentiellement, et vous vous êtes livré avec eux à une réflexion politique très profonde sur l'avenir de la France. Depuis, vous avez fait -état, vous avez fait référence à ces échanges, à ces discussions dans vos différents discours et puis vous avez annoncé au mois d'août que vous reviendriez au mois de novembre à Chanonat, à Chamalières pour vous livrer encore à une nouvelle réflexion. Je voudrais savoir si depuis un an votre démarche d'intellectuel est en-cours et si c'est une étape décisive qui va se dérouler au-niveau de votre réflexion au mois de novembre à Chamalières ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai rien annoncé. J'ai simplement répondu à la question que l'on me posait de

savoir si je reviendrai en Auvergne. J'ai répondu à cette question. En novembre, ce sera tout simplement un Français, un Auvergnat, qui reviendra chez lui. Je crois qu'il est très important dans la vie moderne dans le tourbillon des grands problèmes, des grands changements du monde, de pouvoir réfléchir à ces problèmes et à ces changements et de pouvoir y réfléchir près de ses racines, près de son sol natal.\